

**PROCURATION EN VUE DE LA SIGNATURE D'UNE
ENTENTE AVEC LA CNESST POUR LA CONSTITUTION
D'UNE MUTUELLE DE PRÉVENTION**

Je soussigné(e) _____,

(cochez selon le cas)

- exploitant une entreprise individuelle sous le nom
 de associé(e) au sein de la société
 commandité(e) au sein de la société en commandite

_____ (nom de l'entreprise individuelle ou de la société)

et agissant en son nom, ayant fait une lecture complète de l'entente projetée avec la *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail* relative au regroupement d'employeurs aux fins de l'assujettissement à des taux personnalisés et au calcul de ces taux pour l'année **2026** et m'en déclarant satisfait(e), autorise **Groupe Conseil Novo SST inc.** à signer l'entente projetée pour et en mon nom ou pour et au nom de la société selon le cas ainsi que tout renouvellement subséquent de cette entente, et ce, **tant que la présente autorisation n'a pas été révoquée par écrit par le (la) soussigné(e) ou par un associé ou un commandité selon le cas.**

SIGNÉ À

_____ (lieu)

CE

_____ (date de la signature)

_____ (signature)

À remplir par le propriétaire de l'entreprise individuelle, par un associé de la société ou par un commandité de la société en commandite (SEC).

Numéro ENL : _____

ou

Numéro NEQ : _____

DROIT DE REPRÉSENTATION

À la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Nom de l'EMPLOYEUR : _____

Agissant par : _____ (signataire autorisé), dûment autorisé(e) à cet effet mandate, par la présente, **Groupe Conseil Novo SST**, avec pleins pouvoirs de substitution et de délégation, pour agir en son nom auprès des instances de la CNESST en vue de la consultation, de l'obtention, de la discussion et/ou du règlement de tout dossier relatif au financement, de tout dossier relatif à nos travailleurs ayant été victimes d'une lésion professionnelle alors qu'ils étaient considérés comme étant à notre emploi ainsi que de tout dossier relatif à la Loi sur la santé et la sécurité du travail, notamment les dossiers d'inspection (rapports d'enquête ou d'inspection, avis de dérogation ou de correction, ordonnances, ordres, décisions, etc.).

En conséquence, la CNESST est autorisée à fournir à la mandataire toutes les informations qu'elle jugera nécessaires dans l'exercice de son mandat, comprenant les informations médicales à être acheminées au médecin désigné.

L'EMPLOYEUR s'engage à aviser la CNESST par écrit de toute modification qui pourrait être apportée au mandat de sa mandataire, y compris sa terminaison.

De plus, **L'EMPLOYEUR** dégage la CNESST de toute responsabilité pouvant résulter de la divulgation à sa mandataire des informations contenues dans ses dossiers.

Signé à _____, le _____
(Ville) (Année/mois/jour)

L'EMPLOYEUR _____
(En lettres moulées)

(Signature) (Titre)

(Adresse de l'entreprise)

(Téléphone) (Cellulaire)

(Télécopieur)